

Lutte de classe

Vers la grève générale ?

Six des huit fédérations de cheminots (CGT, Sud Rail, Unsa, FO, CFTC, CFE-CGC) ont appelé à une grève reconductible à partir du mardi 13 novembre à 20H00.

21 des 23 syndicats des principales entreprises concernées dans le transport ou l'énergie ont déposé un préavis de grève.

Dans tous les secteurs de la fonction publique et dans les universités, la grève du 20 novembre se prépare activement.

Voyons comment se dispose le PS par rapport au gouvernement : confirme-t-il son soutien sans faille à Sarkozy ou prend-il ses distances avec lui ? Avons-nous eu tort de le caractériser comme un parti bourgeois en nous appuyant sur la nature sociale de son programme, de sa composition et la politique qu'il met en oeuvre ? L'actualité nous permet de le vérifier immédiatement.

Le PS est parfaitement à sa place et dans son rôle quand il explique qu'il n'y a rien de pire que la grève et que la « réforme » des régimes spéciaux de retraite est « nécessaire ». La preuve.

Julien Dray, interrogé lors du Grand Rendez-Vous Europe-1/TV5Monde/Le Parisien/Aujourd'hui en France a affirmé : « *On n'aurait pu se passer de ce conflit. La France a assez de problèmes pour en rajouter d'autres. Je ne suis pas en train de me réjouir de ce qui est en train de se passer* ».

Pour le PS la liquidation des régimes spéciaux des retraites et l'alignement sur les 40 annuités est une nécessité :

« *aucune organisation syndicale ne conteste la nécessité d'une réforme* » des régimes spéciaux, selon ce réactionnaire : « *Si M. Xavier Bertrand avait répondu à temps aux organisations syndicales, la discussion aurait pu suivre son cours.* »... alors que le maintien des 37,5 annuités n'est pas négociable !

Pire, cette contre-réforme aurait dû être faite depuis longtemps : « *On pouvait faire cette réforme en discutant avec les organisations syndicales sans donner un calendrier guillotine* », a-t-il regretté, avant d'ajouter que la réforme aurait « *dû être faite* » dès 1995, ce qui prouve au besoin que le PS était déjà tel qu'il est 12 ans auparavant. Au passage, je plains les opportunistes de tout poil qui ont appelé à voter PS depuis 1995, ils vont devoir revoir leur copie et leurs analyses !

Les dirigeants du PS calquent le comportement du gouvernement et font feu de tout bois, par exemple quand Dray affirme à propos de Sarkozy : « *Il est capable de manger avec tout le*

monde, pourquoi ne mange-t-il pas avec les organisations syndicales, pourquoi ne discute-t-il pas avec elles ? », a-t-il demandé, alors qu'en réalité, nous n'avons pas oublié qu'ils ont tous accepté de bouffer à la gamelle de la Ve République ces derniers mois et que les uns et les autres ne se lâchent plus d'une semelle depuis l'élection de l'apprenti dictateur, comme le rapportent complaisamment les médias, mais aux PS ils ne lisent pas la presse nationale et ne regardent pas la télévision, c'est bien connu !

Le PS emboîte donc le pas du ministre du Travail Xavier Bertrand qui a réaffirmé lundi qu'il n'est pas prêt à recevoir Thibault « *si c'est pour me redire qu'il ne souhaite pas le passage à 40 ans de cotisations* ». « *Le statu quo n'est pas imaginable* », résume-t-il dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France* .

Quelques jours plus tôt, Fillon avait expliqué sur Europe 1 : « *Il y aura des grèves, des manifestations mais moi je tiendrai, pas parce que je suis entêté mais parce que c'est dans l'intérêt de mon pays (...), il ne faut plus reculer* ». Nous allons infliger un démenti cinglant à ce prétentieux.

Julien Dray a également condamné la convergence du mouvement social des fonctionnaires avec les étudiants qui combattent pour l'abrogation de la loi sur l'autonomie des universités. Il a estimé que le mouvement des étudiants devait « *rester attaché à ses revendications* », et a mis en garde les jeunes sur le risque de dérapage dans la violence, « *la radicalité dans la contestation* » pouvant « *faire le jeu in fine de ceux qui veulent faire plier les organisations syndicales* ».

De tous côtés, la tentation est grande de criminaliser les travailleurs et les étudiants qui s'opposent aux lois antisociales du gouvernement, Sarkozy a été jusqu'à dire « *La France doit tourner le dos à la brutalité* » pour régler les problèmes des retraites, la grève et la manifestation de rue étant assimilés à des actes de violence laissant planer la menace que les lois antiterroristes qu'il a fait adopter pourraient servir le cas échéant pour organiser une répression massive. Il a les mêmes pouvoirs que le président pakistanais Pervez Musharraf ne l'oublions pas.

De leurs côtés, les présidents d'université se plaignent du « *noyautage* » des facs par des « *groupuscules d'extrême gauche* », ils veulent sans doute dire par là, que seuls des militants extérieurs au PS essaient d'organiser les étudiants, on comprend que cela les contrarie.

Le 7 novembre sur LCI Péresse avait dénoncé « *Le blocage est vraiment une entrave au bon travail des étudiants.* » après l'évacuation par la police de la faculté de lettres de Nantes et à Paris-Tolbiac dans la nuit de mercredi à jeudi et celle de la Sorbonne.

Les travailleurs doivent immédiatement constituer leurs comités de grève et élire leurs délégués pour contrôler leur grève, en intégrant les syndicats lorsque cela est possible, afin de structurer leur mouvement au plan national, en attendant la jonction avec les autres fonctionnaires et les étudiants le 20 novembre.

Il faut en finir avec le gouvernement antisocial Sarkozy-Fillon-Kouchner et son Assemblée nationale UMP-PS aux ordres. Toutes les couches du prolétariat doivent engager le combat contre le gouvernement pour en finir avec la pauvreté, le chômage et la précarité.

Faire converger toutes les initiatives, aller à la rencontre des travailleurs dans chaque commune pour constituer des comités de résistance populaire est le premier pas vers la constitution d'un gouvernement ouvrier qui répondra favorablement aux revendications économiques, sociales et politiques de l'immense majorité de la population.

C'est pour avancer dans cette voie que nous devons impérativement construire un parti révolutionnaire.

(Source : AFP du 05, 07, 08 et 09.11 ; *Le Monde* du 10.11 ; AP 11.11 et Reuters 08 et 11.11)